



## Assemblée générale

Distr. générale  
2 septembre 2014  
Français  
Original: anglais

---

### Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée  
chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre réglementaire  
international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle  
des activités des sociétés militaires et de sécurité privées

Troisième session

Genève, 21-25 juillet 2014

## **Compte rendu de la troisième session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées**

*Président-Rapporteur:* M. Abdul S. Minty (Afrique du Sud)

GE.14-15398 (F) 101014 131014



\* 1 4 1 5 3 9 8 \*

Merci de recycler



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–4	3
II. Organisation de la session.....	5–19	3
A. Élection du Président-Rapporteur.....	5	3
B. Participation.....	6–9	3
C. Documentation .....	10	4
D. Organisation de la session .....	11–19	4
III. Bilan des faits nouveaux depuis la deuxième session .....	20–25	6
IV. Examen de certaines questions du point de vue des droits de l’homme.....	26–51	7
A. Distinction entre les activités des sociétés militaires privées et les activités des sociétés de sécurité privées.....	26–29	7
B. Enregistrement, agrément et engagement des sociétés militaires et de sécurité privées .....	30–39	8
C. Obligation de rendre des comptes et offre d’une assistance et de recours pour les victimes .....	40–44	10
D. Possibilité d’établir un cadre réglementaire international.....	45–51	11
V. Conclusions.....	52–53	13

## I. Introduction

1. Le Conseil des droits de l'homme a décidé, dans sa résolution 15/26 du 1<sup>er</sup> octobre 2010, de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre réglementaire international, y compris, entre autres, l'option consistant à élaborer un instrument juridique contraignant relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées, y compris leur responsabilité, en tenant compte des principes, des principaux éléments et du projet de texte proposés par le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. La première et la deuxième sessions du groupe de travail se sont tenues, respectivement, du 23 au 27 mai 2011 et du 13 au 17 août 2012. Le rapport du groupe de travail sur les travaux de sa deuxième session, y compris ses conclusions et recommandations, a été publié sous la cote A/HRC/22/41.

3. Par sa résolution 22/33 en date du 19 avril 2013, le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger le mandat du groupe de travail pour une période de deux ans, afin qu'il exécute et réalise son mandat, tel qu'énoncé au paragraphe 77 de son rapport sur sa deuxième session (A/HRC/22/41).

4. La troisième session du groupe de travail, qui devait avoir lieu initialement du 9 au 13 décembre 2013, a été reprogrammée du 21 au 25 juillet 2014 en raison du décès de Nelson Mandela. La session a été ouverte par M. Bacre Ndiaye, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH). M. Ndiaye a rappelé que plusieurs questions s'étaient dégagées au cours de la deuxième session qui demandaient à être examinées et analysées plus avant, notamment les distinctions à opérer entre les différents types d'activités des sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP) et les contextes dans lesquels elles opéraient; les législations et les pratiques nationales relatives à l'enregistrement, l'agrément et l'engagement des SMSP; la question de l'obligation de rendre des comptes et le droit des victimes à des recours utiles. M. Ndiaye a souligné qu'il importait avant tout, du point de vue des droits de l'homme, qu'il n'y ait pas de lacunes en matière de protection et pas d'impunité, y compris lorsque les SMSP menaient des activités transnationales.

## II. Organisation de la session

### A. Élection du Président-Rapporteur

5. Au cours de sa première réunion, le 21 juillet 2014, le groupe de travail a élu comme Président-Rapporteur M. Abdul S. Minty (Afrique du Sud).

### B. Participation

6. Ont participé aux réunions de la troisième session les représentants des États membres ci-après: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Luxembourg, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mexique, Mozambique,

Namibie, Niger, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suisse, Tchad, Thaïlande, Tunisie, et Venezuela (République bolivarienne du).

7. L'Union africaine, l'Union européenne et le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU ont également participé à la session.

8. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient aussi représentées: la Coalition pour le contrôle des sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP), la Commission internationale de juristes et le Mouvement international de la réconciliation.

9. D'autres experts ont également été invités à présenter des communications et à faire part de leur avis: Patricia Arias, Présidente-Rapporteur du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires); Patricia Feeney, de Rights and Accountability in Development (RAID); Sabelo Gumedze, de l'Autorité sud-africaine de régulation du secteur de la sécurité privée (Private Security Industry Regulatory Authority); Christopher Kinsey, King's College de Londres; SORCHA MacLeod, University of Sheffield; Mehari Taddele Maru; et Natalino Ronzitti, LUISS University. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) ont aussi été invités à présenter des communications et à participer à la session.

### **C. Documentation**

10. Le groupe de travail était saisi des documents suivants:

- Ordre du jour provisoire (A/HRC/WG.10/3/1 et Add.1);
- Programme de travail provisoire;
- Rapport du groupe de travail sur les travaux de sa deuxième session (A/HRC/22/41).

### **D. Organisation de la session**

11. Dans sa déclaration liminaire, le Président-Rapporteur a déclaré qu'il fallait faire fond sur les progrès réalisés au cours des deux premières sessions et chercher, comme précédemment, à parvenir à un consensus. Tout en reconnaissant la complexité des questions abordées, il a jugé encourageant que l'on convienne de la nécessité de réglementer les activités des SMSP. Il a exhorté les États à prolonger les travaux déjà accomplis, à procéder à des échanges constructifs, à mettre au point un cadre progressif et à accomplir des progrès collectifs. Le groupe de travail devait examiner la question de savoir si les sociétés militaires et les sociétés de sécurité devaient être considérées ensemble ou séparément compte tenu du fait que leurs activités étaient généralement différentes. Il a souligné qu'il importait de concilier les opinions divergentes quant aux types d'activités à réglementer et à la manière de les réglementer. Il a également insisté sur la difficulté de réglementer, surveiller et contrôler efficacement les activités extraterritoriales des SMSP, notamment leur responsabilité dans des violations des droits de l'homme et l'accès des victimes à des recours.

12. À sa première réunion, le 21 juillet 2014, le groupe de travail a adopté son ordre du jour et son programme de travail provisoire. Certaines délégations se sont dites préoccupées par le fait qu'aucun représentant du secteur de la sécurité privée n'avait été invité à participer à la session en tant qu'expert, regrettant l'absence d'une partie prenante aussi

importante. Le Président a rappelé qu'un représentant du secteur avait été invité à la deuxième session et qu'il lui était loisible de participer à la session en cours à titre indépendant ou en tant que membre d'une délégation.

13. Certaines délégations demeuraient préoccupées par l'impact négatif des activités des SMSP sur les droits de l'homme et ont souligné qu'il importait d'assurer une protection adéquate contre les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il a été observé que les SMSP opéraient souvent en période de conflits armés ou dans des zones peu contrôlées par les États. Le champ d'action des SMSP était de plus en plus large et complexe et incluait des activités liées aux conflits, le recours à la force meurtrière et la détention. Une délégation craignait que les SMSP ne servent de réserves militaires occultes et ne soient déployées à l'étranger.

14. Le Pakistan a évoqué la forte croissance enregistrée par le secteur militaire et de sécurité privé au cours des dernières décennies. Les progrès techniques avaient en outre rendu possible la participation à distance de membres de SMSP dans des conflits armés, grâce par exemple à des véhicules aériens sans équipage (drones) ou à l'utilisation de technologies de surveillance.

15. Certaines délégations ont déclaré que le cadre actuel que formaient la législation nationale et l'autoréglementation du secteur n'était pas à la hauteur de la complexité du problème et n'offrait pas une protection suffisante contre les abus. Au nombre des défis posés, il y avait la collecte et le partage d'éléments de preuve entre les États; l'extradition des suspects, qui dépendait de la coopération d'autres États; les problèmes de compétence extraterritoriale; et l'absence de recours utiles et d'obligation de rendre des comptes, y compris au plan interne. Un instrument international juridiquement contraignant pourrait remédier à ces lacunes, contribuer à la normalisation et améliorer la surveillance et le contrôle du secteur, autant de tâches qui ne sauraient être accomplies uniquement à l'aide de principes directeurs non contraignants et de bonnes pratiques.

16. D'autres délégations, tout en reconnaissant la nécessité d'une réglementation et d'une responsabilisation, ont fait observer que les SMSP assumaient des fonctions importantes, notamment la protection des acteurs humanitaires. Elles ont rappelé les réalisations et les progrès appréciables enregistrés dans le cadre des initiatives d'autoréglementation volontaires et indépendantes, notamment l'adhésion croissante au Document de Montreux<sup>1</sup> et au Code de conduite international des entreprises de sécurité privées<sup>2</sup>, ainsi que la mise au point d'un mécanisme de surveillance de l'application du Code permettant de certifier les sociétés et de recevoir des plaintes concernant des violations. Certaines délégations ont évoqué les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme<sup>3</sup> et les consultations menées sous la conduite du HCDH au sujet de la responsabilité des entreprises en cas de violations flagrantes des droits de l'homme.

17. Les délégations ont en outre souligné que les États pouvaient améliorer considérablement la protection au moyen des cadres juridiques et stratégiques nationaux. Certaines délégations ont mis en avant les lois et les politiques concernant l'enregistrement, l'agrément, l'engagement, le contrôle, la sélection, la formation et la surveillance des SMSP.

<sup>1</sup> Document de Montreux sur les obligations juridiques internationales pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés (A/63/467-S/2008/636, annexe).

<sup>2</sup> Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, ouvert à la signature le 9 novembre 2010. Le Code peut être consulté à l'adresse <http://www.icoc-psp.org/>.

<sup>3</sup> Voir HCDH, *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies* (New York et Genève, 2011).

18. Certaines délégations ont souhaité que l'on développe les bonnes pratiques et les lois types dans ces domaines, tout en s'attachant à faire appliquer les lois nationales en vigueur.

19. Certaines délégations étaient d'avis que l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant risquait d'être un processus laborieux et de déboucher sur des résultats peu pratiques et un faible taux de ratification. Il leur semblait sans doute plus efficace d'améliorer les mécanismes d'autoréglementation et la réglementation nationale. Compte tenu de la diversité des SMSP et de leurs activités, une approche uniforme de la réglementation internationale ne serait pas appropriée.

### **III. Bilan des faits nouveaux depuis la deuxième session**

20. La deuxième réunion de la session a été consacrée au bilan des faits nouveaux intervenus depuis la précédente session.

21. Patricia Arias a fait observer que des lacunes en matière de réglementation existaient à tous les niveaux. Au niveau international, aucune disposition juridique particulière n'obligeait les États à réglementer et contrôler les activités des SMSP, à faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme répondent de leurs actes et à offrir des recours utiles aux victimes. Faute de normes juridiques internationales minimales, la réglementation des SMSP au niveau national était incohérente et souvent inadéquate, et était dans bien des cas impuissante à tenir compte du caractère transnational des SMSP. Les initiatives d'autoréglementation étaient les bienvenues, mais elles avaient leurs limites. Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoC) et son dispositif de surveillance ne prévoyaient pas de mécanisme effectif d'examen des plaintes permettant d'établir les responsabilités dans les cas de violation des droits de l'homme et d'offrir des recours utiles aux victimes. Ils ne prévoyaient pas non plus d'audits sur le terrain pour certifier que les SMSP se conforment bien au Code. L'assemblage que constituaient le cadre juridique international, les initiatives d'autoréglementation et les législations nationales ne permettait pas de combler les lacunes, d'où la nécessité d'un instrument juridique international.

22. Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées a fait le point sur le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoC). Complémentaire des systèmes judiciaires nationaux, le Code traduisait les principes existants en règles et était conçu pour s'appliquer surtout quand le respect de la légalité et la supervision judiciaire nationale faisaient défaut. Plus de 700 sociétés avaient souscrit au Code depuis son adoption en 2010. En septembre 2013, l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées avait été créée. Les entreprises qui souhaitaient y adhérer devaient se plier à sa surveillance; il ne suffisait plus de souscrire au Code. L'Association de l'ICoC entendait jouer un rôle en matière de certification, de surveillance et de traitement des plaintes; des procédures à cet égard étaient en cours d'élaboration.

23. Faisant le point de la situation concernant le Document de Montreux, le CICR a considéré que des progrès avaient été faits depuis l'adoption du document, il y avait cinq ans de cela, notamment grâce au rôle de sensibilisation joué par le CICR au sujet des règles applicables aux opérations des SMSP. À la conférence Montreux +5 tenue en décembre 2013, il avait été décidé de renforcer l'adhésion au Document de Montreux et d'axer les efforts sur sa mise en œuvre. Le Forum sur le Document de Montreux devait être lancé fin 2014 pour encourager et faciliter la compréhension et l'adoption du document. Il fallait déployer davantage d'efforts pour assurer la mise en œuvre effective du Document de Montreux et du droit international sur lequel il se fondait. Les différentes initiatives étaient complémentaires puisqu'elles visaient toutes l'adhésion au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme.

24. Certaines délégations se sont félicitées des progrès accomplis. Une délégation a indiqué qu'un séminaire avait été organisé au Sénégal dans le cadre d'une série de séminaires destinés à promouvoir l'adhésion au Document de Montreux, et qu'un séminaire du même type aurait lieu en 2015 pour l'Afrique anglophone. D'autres délégations ont estimé que les efforts devaient porter sur le renforcement de l'application de l'ICoC et du Document de Montreux. Certaines délégations se sont référées aux lois et aux politiques de passation de marchés publics qui obligeaient les SMSP à souscrire et à adhérer au Code. Une délégation a fait observer que le Code n'était pas une initiative d'autoréglementation car son approche associait une multiplicité de partenaires, dont les gouvernements et la société civile.

25. D'autres délégations ont estimé que l'autoréglementation ne suffisait pas et qu'il fallait œuvrer en faveur de l'élaboration d'instruments juridiques contraignants pour combler les lacunes existant en matière de réglementation. Il importait tout particulièrement que le droit international et les législations nationales permettent réellement aux États de surveiller les cas de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, d'enquêter à ce sujet et de poursuivre les auteurs. Certaines délégations ont suggéré que l'application de l'ICoC soit appuyée par un mécanisme de contrôle plus indépendant et efficace.

#### **IV. Examen de certaines questions du point de vue des droits de l'homme**

##### **A. Distinction entre les activités des sociétés militaires privées et les activités des sociétés de sécurité privées**

26. La troisième réunion de la session a porté sur la distinction entre les activités des sociétés militaires privées et celles des sociétés de sécurité privées, ainsi que d'autres activités éventuelles en rapport avec cette question.

27. Constatant que certains gouvernements occidentaux utilisaient depuis longtemps les SMSP à des fins militaires et de politique étrangère, Christopher Kinsey a classé les SMSP selon les différents services qu'elles fournissaient, à savoir: les prestataires de services pour l'appui des troupes, qui dispensaient toute une gamme de services d'appui sans utiliser d'armes ni assumer de fonctions de sécurité; les prestataires de services pour l'appui aux systèmes, qui assuraient le fonctionnement de systèmes d'armement et de systèmes informatiques; et les prestataires de services de protection de sécurité armée, qui assuraient la sécurité armée de convois, d'installations, de personnes en vue et de certaines activités. Les SMSP menaient également d'autres activités – interrogatoire, détention, et formation des membres des forces armées ou de la police –, fonctions que beaucoup considéraient comme étant de nature régalienne. Les raisons pour lesquelles on sollicitait davantage les SMSP étaient notamment la recherche d'efficacité et la concurrence, la dimension militaire de certaines fonctions essentielles, le dispositif de défense, l'évolution rapide des techniques, et des impératifs économiques et politiques. Pour être efficace, un instrument international devait distinguer entre les différents services d'appui. Le meilleur moyen d'établir un cadre réglementaire efficace pourrait être d'adopter une approche graduelle.

28. Sabelo Gumedze a souligné qu'il n'y avait pas de définitions universellement acceptées des sociétés de sécurité privées et des sociétés militaires privées, d'où la difficulté d'associer tel ou tel type d'activité aux unes ou aux autres. Il a recommandé de s'attacher aux fonctions de chaque entité et relevé l'importance du contexte, puisque les SMSP fournissaient des services en temps de paix comme en période de conflit armé. Des orientations pourraient être cherchées dans différents textes, notamment à l'article 3 du

projet de convention sur les sociétés militaires et de sécurité privées (A/HRC/15/25, annexe) et à l'article 9 du Document de Montreux. M. Gumedze a donné des exemples en se référant au cadre juridique et à l'expérience de l'Afrique du Sud concernant l'enregistrement des sociétés de sécurité privées et l'autorisation d'activités extraterritoriales de sociétés militaires privées.

29. Certaines délégations ont mis en lumière la diversité des activités menées par les SMSP. Une délégation a souligné qu'il importait de distinguer entre les sociétés de sécurité privées, les sociétés militaires privées et les mercenaires, et a proposé d'axer les travaux sur les sociétés de sécurité privées. Certaines délégations ont suggéré qu'au lieu de chercher à classer les sociétés selon qu'elles s'occupaient de sécurité ou d'opérations militaires, mieux valait peut-être considérer le service, la fonction ou l'activité spécifiques que les sociétés assuraient, ainsi que les circonstances dans lesquelles elles opéraient. D'autres ont suggéré que l'on identifie les services qui étaient particulièrement susceptibles de donner lieu à des violations des droits de l'homme, puisque le centre des préoccupations du groupe de travail était la responsabilité au regard du droit international des droits de l'homme. S'agissant du cadre juridique applicable, on a souligné qu'il importait de distinguer les contextes, notamment les périodes de paix et celles de conflit armé. Il fallait examiner plus avant la question de savoir quelles sociétés, quels services ou quelles fonctions pourraient éventuellement faire l'objet d'un instrument international. Un participant non gouvernemental a proposé que l'on élabore une définition exhaustive des SMSP.

## **B. Enregistrement, agrément et engagement des sociétés militaires et de sécurité privées**

30. Les participants à la troisième réunion de la session ont également examiné toutes les dispositions, y compris celles des législations nationales en vigueur, concernant l'enregistrement, l'agrément et l'engagement des sociétés militaires et de sécurité privées.

31. SORCHA MacLeod a fait observer que si l'autoréglementation avait considérablement évolué, le développement de la réglementation au niveau national était resté limité. L'examen des cadres réglementaires de 78 États indiquait que dans la grande majorité des pays, très peu de dispositions réglementaires se référaient expressément aux droits de l'homme. M<sup>me</sup> MacLeod a recensé six approches nationales: i) aucune réglementation particulière; ii) législation associée à une réglementation reposant sur des normes contractuelles; iii) législation relative à l'autorisation d'activités extraterritoriales; iv) législation relative à l'autorisation d'activités internes; v) législation relative à l'agrément; et vi) approche fondée sur les politiques. Un cadre réglementaire devait prendre en compte tous les types de clients des SMSP, y compris les États, les entreprises et les ONG, et l'accès à des recours non judiciaires était un élément important. M<sup>me</sup> MacLeod a prôné une combinaison judicieuse de dispositions réglementaires qui, pour être efficace, devait inclure l'accès à des recours et un contrôle effectif des mécanismes d'autoréglementation.

32. MEHARI TADDELE MARU a appelé l'attention sur la multiplication des SMSP, la diversité croissante de leurs services et le nombre accru de pays où elles intervenaient. Il a relevé une augmentation globale des violations des droits de l'homme signalées en rapport avec les activités des SMSP. Ces faits conduisaient à s'interroger sur la légitimité du recours privé à la force, sur la capacité des États à contrôler effectivement leur territoire et sur la responsabilité. M. Maru a mis en avant les difficultés qui se posaient pour faire en sorte que les SMSP répondent de leurs actes, notant que leurs activités affectaient des individus dans des pays qui étaient défavorisés et moins à même de garantir un accès à des recours utiles, à cause notamment de la faiblesse des mécanismes de réglementation et d'application. La gouvernance des activités des SMSP laissait à désirer: accent mis dans la



législation nationale sur les prestataires nationaux; faiblesse des mécanismes nationaux de réglementation et d'application; caractère réactif, ad hoc et fragmenté des mécanismes d'autoréglementation internes; systèmes réglementaires traitant les SMSP comme n'importe quelle autre entreprise commerciale; et caractère volontaire et non contraignant des initiatives internationales. Un instrument international qui s'appuierait sur le droit international existant et s'inspirerait d'éléments puisés dans les législations nationales en vigueur comblerait un important vide juridique dans la gouvernance des SMSP et offrirait un cadre normatif et institutionnel dans ce domaine. On pourrait en outre élaborer des lois nationales types et envisager la mise au point de conventions régionales.

33. Le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU a indiqué que le recours par l'ONU, en dernier ressort, à des services privés de sécurité armée s'expliquait par: l'évolution du contexte de sécurité global; la multiplication des demandes sollicitant la présence de l'ONU dans des zones dangereuses; et la volonté inébranlable de l'Organisation d'intervenir dans des milieux à haut risque pour sauver des vies et promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement. L'ONU limitait l'utilisation de services privés de sécurité armée à la protection des locaux des Nations Unies et aux escortes mobiles menant des opérations de secours vitales ou des programmes de protection des droits de l'homme ou de développement. Elle ne faisait appel à des services privés de sécurité, après de vastes consultations, que si l'État hôte ou d'autres États membres ne pouvaient pas assurer des conditions de sécurité élémentaires. Ses stratégies en matière de responsabilité et de collaboration avec l'État hôte sur le plan de la sécurité faisaient partie intégrante de son approche du recours à des services privés de sécurité armée.

34. La Suisse a présenté la loi que son Parlement avait adoptée en 2013. Une fois appliquée, cette loi aurait notamment pour effet d'interdire aux sociétés ayant leur siège en Suisse de mener des activités constituant une participation directe à des hostilités ou contribuant à des violations des droits de l'homme.

35. L'Afrique du Sud a apporté des précisions sur son cadre réglementaire, indiquant notamment que sa législation avait une portée extraterritoriale et évoquant les difficultés que posait l'obtention auprès d'autres juridictions des renseignements nécessaires à l'application des réglementations.

36. Les États-Unis d'Amérique ont décrit les conditions qu'ils imposaient pour l'engagement de SMSP, ainsi que leurs règles de contrôle à l'exportation, qui prévoyaient notamment des formulaires d'agrément et d'enregistrement.

37. La Chine a rappelé les informations qu'elle avait données précédemment au sujet de sa législation concernant les sociétés nationales privées de sécurité. Elle a souligné l'utilité des législations nationales, mais elle n'était pas opposée à l'idée de considérer un instrument international, en particulier pour les activités extraterritoriales des SMSP.

38. Certaines délégations se sont montrées intéressées par l'échange de bonnes pratiques, une délégation souhaitant connaître les dispositions que les autres États appliquaient pour prévenir les violations des droits de l'homme lorsqu'ils faisaient appel aux services de SMSP. Certaines délégations ont noté la diversité des expériences des États et des organisations internationales s'agissant du recours aux SMSP et de la réglementation de leurs activités, et ont fait valoir l'utilité des efforts de réglementation nationaux tout en évoquant les difficultés liées au caractère extraterritorial d'une grande partie des activités des SMSP.

39. Certaines délégations ont relevé le manque d'uniformité des législations au niveau national et suggéré qu'un instrument juridique international définisse les éléments clés à prendre en compte dans toute législation nationale, notamment les critères spécifiques à satisfaire en matière de droits de l'homme. Une délégation a fait observer que le devoir de réglementer les SMSP découlait de l'obligation qu'avaient les États d'assurer une protection contre les violations des droits de l'homme commises par des tiers.

### C. Obligation de rendre des comptes et offre d'une assistance et de recours pour les victimes

40. La quatrième réunion était consacrée à la question de la responsabilité et de l'offre d'une assistance et de recours appropriés pour les victimes.

41. À l'aide d'exemples concrets émanant de différentes régions, Patricia Feeney a illustré les difficultés que rencontraient les victimes de violations de droits de l'homme commises par le personnel de sécurité privé pour accéder à des recours. Les victimes se heurtaient notamment à l'incapacité ou au refus des États hôtes de mener des enquêtes pénales, au coût de la procédure, et à la difficulté de s'assurer les services d'un conseil. M<sup>me</sup> Feeney a également mis en avant l'inégalité des parties au regard des moyens financiers et de l'accès à l'information et à l'expertise, et elle a fait état de cas d'intimidation contre des plaignants. Les procédures de plaintes et les programmes de recours volontaires pouvaient poser des problèmes, les sociétés risquant de s'en servir pour faire obstacle ou se soustraire à une action légale, notamment des poursuites pénales. S'agissant de l'autoréglementation volontaire, il était crucial d'adopter et de mettre en œuvre des mécanismes de plainte et de recours efficaces, et d'en surveiller de près l'application. M<sup>me</sup> Feeney a souligné qu'il fallait rééquilibrer le système en faveur des victimes et consacrer les ressources à des initiatives d'autoréglementation plutôt que les utiliser pour permettre aux victimes d'obtenir justice pour les violations subies.

42. Certaines délégations ont fait état de moyens spécifiques pour renforcer la responsabilité des SMSP. L'Union européenne a attiré l'attention sur son règlement «Bruxelles I», qui confère aux tribunaux européens une compétence pour certains différends civils extraterritoriaux. Les États-Unis d'Amérique ont énuméré les dispositions législatives spéciales qu'ils avaient promulguées pour permettre une plus grande responsabilisation, notamment des dispositions prévoyant la compétence pénale extraterritoriale pour certaines violations commises par des prestataires de services. Ils usaient aussi de divers recours contractuels et pouvaient exclure un soumissionnaire du processus d'appel d'offres en cas de violations.

43. Un expert a appelé l'attention sur la possibilité d'obtenir réparation auprès des tribunaux régionaux des droits de l'homme, notant que dans les affaires impliquant des SMSP, la responsabilité était souvent imputée simultanément à la société et à l'État. Il a cependant rappelé que de nombreux obstacles subsistaient, notamment le principe de l'immunité souveraine ou les doctrines de l'exception politique en droit interne. Une délégation a fait observer que donner la compétence était une chose, mais assurer l'accès à la justice en était une autre, citant le coût élevé des procédures et l'absence d'aide judiciaire comme exemples d'obstacles rencontrés par les victimes. La coopération entre les États était essentielle, et il convenait d'envisager un instrument propre à faciliter la coopération sur la question particulière des SMSP.

44. Une autre délégation a déclaré que d'importantes lacunes subsistaient dans les dispositions concernant la responsabilité. Beaucoup de législations nationales ne prévoyaient pas le principe de compétence extraterritoriale, qui permettait de faire en sorte que les SMSP et leur personnel ayant commis de graves violations à l'étranger répondent de leurs actes, et quand des dispositions étaient prévues à cet effet, elles étaient souvent limitées quant à leur champ d'application, leur portée et leur applicabilité. Il demeurait exceptionnel que des victimes soient indemnisées au titre de la responsabilité civile pour des violations extraterritoriales commises par des SMSP. Les lacunes ou les imperfections de la législation, ainsi que la faiblesse ou l'inefficacité des systèmes judiciaires, rendaient difficile la poursuite effective des prestataires de services responsables de graves manquements. Les clauses d'immunité énoncées dans les accords sur le statut des forces et les accords diplomatiques avaient conduit à des lacunes en matière de responsabilité. Il convenait d'envisager de confier un rôle accru aux commissions nationales des droits de l'homme.

## D. Possibilité d'établir un cadre réglementaire international

45. Au cours de la cinquième réunion, le groupe de travail a débattu de la possibilité d'un cadre réglementaire international, notamment la possibilité d'élaborer un instrument juridiquement contraignant, ainsi que d'autres approches et stratégies, y compris les normes internationales, et la façon dont celles-ci peuvent interagir afin de protéger les droits de l'homme.

46. Mehari Taddele Maru a insisté sur les lacunes existant au niveau de la gouvernance des activités des SMSP. Le droit international humanitaire ne couvrait qu'une petite partie des activités menées dans le cadre d'un conflit armé, quant au droit international des droits de l'homme, il ne prévoyait pas de dispositions spécifiques pour traiter des problèmes liés aux capacités potentielles et aux activités effectives des SMSP. M. Maru a mis en avant les divergences d'interprétation des dispositions juridiques existantes et noté que l'autoréglementation par adhésion à des principes directeurs n'offrait aux victimes ni droits opposables ni droit d'ester en justice. Des difficultés d'ordre juridictionnel et procédural, ainsi que le manque de moyens de certains États territoriaux, constituaient d'autres obstacles à la responsabilisation. Ces lacunes pourraient être comblées par des lois nationales types, des instruments régionaux et un traité international. Un traité international, source suprême en droit international, aurait pour effet: de combler un vide normatif, institutionnel et procédural; de transformer les principes de «soft law» existants en dispositions conventionnelles; de consolider et de renforcer des lois inadéquates et éparses; de constituer un instrument expressément conçu pour la gouvernance des SMSP; de clarifier le droit des victimes à des recours et d'instituer des mécanismes de réparation; de délimiter précisément les obligations et les responsabilités; et de garantir une approche fondée sur les droits de l'homme. Quant aux craintes qu'un tel instrument ne soit pas ratifié par tous les États, l'expérience montrait qu'un traité initialement ratifié par quelques États pouvait progressivement faire l'objet d'une ratification universelle.

47. Natalino Ronzitti a axé sa présentation sur l'utilisation en mer de personnel de sécurité engagé à titre privé, faisant observer que le Document de Montreux et l'ICoC portaient principalement sur les SMSP menant des activités terrestres et comportaient donc des lacunes s'agissant des opérations maritimes. Ces lacunes concernaient le recours à la force en cas de légitime défense, la capture et la détention des pirates et voleurs agissant en mer, le transport d'armes, et les violations des droits de l'homme commises par les SMSP. Plusieurs institutions et organes internationaux s'étaient attelés à certaines de ces questions, et il existait déjà quelques réglementations. Mais celles-ci étaient jugées incomplètes. Les lacunes pourraient être comblées par un nouveau traité ou par des instruments de «soft law». Un instrument de «soft law», selon la nature de l'organe qui l'adopterait et le degré d'adhésion dont il bénéficierait, pourrait peu à peu se transformer en un instrument contraignant de droit international coutumier. La communauté internationale devait décider d'adopter soit un instrument de réglementation unique pour le personnel de sécurité armé agissant sur terre comme sur mer, soit deux instruments distincts. Si elle choisissait d'adopter un instrument unique pour réglementer les activités des SMSP, celui-ci devrait consacrer au moins une section au personnel privé armé agissant en mer. S'agissant de la question des arsenaux d'armements dont les SMSP assuraient le fonctionnement sur des navires en haute mer, M. Ronzitti a confirmé que de tels navires relevaient uniquement de la juridiction de l'État de leur pavillon.

48. Certaines délégations ont souligné qu'elles avaient en commun le même objectif: prévenir les violations des droits de l'homme commises par les SMSP et offrir une protection adéquate contre de telles violations. D'importants désaccords subsistaient toutefois quant aux types d'action réglementaire les plus efficaces pour parvenir à cet objectif. Certaines délégations ont estimé qu'il n'y avait pas encore de consensus suffisant pour commencer à élaborer un instrument international contraignant. D'autres délégations

ont suggéré que le groupe de travail s'attache, à sa prochaine session, à organiser les différents éléments en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant et à considérer plus avant le projet de convention sur les sociétés militaires et de sécurité privées élaboré par le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires (A/HRC/15/25, annexe) à cet égard. Sur ce point, il a été recommandé de solliciter les contributions des États avant la prochaine session.

49. Certaines délégations ont estimé que les initiatives d'autoréglementation étaient des mesures positives mais devaient être complétées par un instrument international juridiquement contraignant soigneusement élaboré. Ce n'était pas parce qu'il existait des instruments non contraignants qu'on ne devait pas élaborer en complément un instrument contraignant. Il n'était pas nécessaire d'attendre que les initiatives d'autoréglementation aient été complètement évaluées pour commencer à définir l'utilité d'un instrument contraignant. Certaines délégations ont estimé que les questions ci-après pourraient constituer le point de départ de la discussion: les activités qui ne devaient pas être sous-traitées ou qui étaient considérées comme problématiques du point de vue des droits de l'homme; les éléments clefs d'une réglementation nationale, notamment l'agrément, la surveillance et le contrôle, la responsabilité et les recours; l'extraterritorialité et la question du contrôle de l'application; l'entraide judiciaire des États, notamment pour la collecte d'éléments de preuve et en matière d'extradition. Certaines délégations ont indiqué qu'elles étaient favorables à la poursuite d'un dialogue sur un instrument contraignant ou d'autres approches internationales. Un tel dialogue devait être axé sur des questions précises et bénéficier d'un large appui international.

50. D'autres délégations étaient opposées à l'idée d'un instrument international juridiquement contraignant, estimant qu'un tel instrument conduirait à une approche uniforme, qui serait inadaptée eu égard à la complexité intrinsèque de la question et à l'absence de définitions convenues. Au vu des progrès récemment réalisés dans le cadre de l'autoréglementation et des législations nationales, il était prématuré de conclure à l'insuffisance de ces initiatives. Ces délégations pensaient qu'il était possible de remédier à l'hétérogénéité des législations nationales en mettant davantage l'accent sur le renforcement des approches nationales, par exemple en développant des lois types, et de combler les lacunes en matière de protection dues à la non-application des normes existantes en adressant aux États des directives supplémentaires ou en renforçant la coopération internationale. Elles estimaient qu'il n'y avait pas de consensus suffisant pour élaborer un instrument international juridiquement contraignant et que seule une convention universellement acceptée obtiendrait assez de ratifications. Les SMSP pouvaient facilement se soustraire aux normes qui n'avaient pas une portée mondiale en se plaçant sous une autre juridiction. Certaines délégations se sont dites favorables à la poursuite d'une discussion internationale sur des questions telles que les achats, l'agrément et l'enregistrement ou les conditions à l'exportation, notamment par l'échange des bonnes pratiques et des approches nationales conduisant à une coopération internationale accrue sur ces questions.

51. Certaines délégations ont fait observer que, pour parvenir à des résultats largement acceptés, le groupe de travail devait impliquer dans les futures discussions diverses parties prenantes, notamment la société civile, le secteur de la sécurité privée et d'autres entités des Nations Unies travaillant sur des questions similaires. Une délégation a toutefois insisté à cet égard sur le respect du caractère intergouvernemental du processus. Certaines délégations ont par ailleurs jugé que les travaux en cours du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires étaient tout à fait intéressants, en particulier la nouvelle version prévue du projet de convention sur les SMSP. Il a également été suggéré que le groupe de travail examine de près les procédures de certification nationales et les travaux pertinents de l'Organisation internationale de normalisation.

## VI. Conclusions

52. En conclusion, le Président a noté que le débat avait permis de réaffirmer l'objectif commun qui consistait à protéger les droits de l'homme et à faire en sorte que les auteurs de violations et d'abus liés aux activités des SMSP répondent de leurs actes. Un large consensus s'était dégagé au sujet des lacunes que présentait le cadre réglementaire actuel, en particulier du fait que seuls quelques États avaient une législation spécifique sur les SMSP. Des actions de réglementation passant par des mécanismes d'autoréglementation volontaires étaient toujours en cours. Restait à savoir si et comment de tels mécanismes pouvaient offrir des recours utiles aux victimes et assurer que les auteurs de violations, notamment des abus les plus graves en matière de droits de l'homme, répondent de leurs actes. Le Président a souligné que la question des SMSP présentait de nombreux aspects différents. Les discussions sur les activités des SMSP à caractère transnational ou liées à des situations militaires ou de conflit ont fait ressortir les spécificités de la réglementation des activités de sécurité privée en mer et d'autres problèmes particuliers.

53. Les délégations se sont félicitées du dialogue constructif tenu au cours de la session et ont remercié le Président pour l'organisation des travaux et la conduite des débats.

---